



Nouveau gouvernement genevois : le Grand Genève doit constituer une priorité

Les élus du Pôle métropolitain du Genevois français prennent acte des résultats des élections genevoises. Ils saluent et félicitent les nouveaux élus du Grand Conseil et du Conseil d'État de la République et Canton de Genève. A la suite du renouvellement du Conseil d'État de la République et Canton de Genève, les élus du Pôle métropolitain du Genevois français expriment leur satisfaction quant à la recherche d'une continuité et d'une stabilité dans la répartition des départements et différents portefeuilles d'interventions pour la législature 2023-2028. Ils souhaitent que le Grand Genève constitue une priorité.

Le 9 mai dernier, le nouveau gouvernement genevois a communiqué sa future organisation. On peut y voir plusieurs signes encourageants dans la volonté de poursuivre le travail entrepris par la précédente législature : Projets d'agglomération, démarche Grand Genève en Transition, refonte du Projet de territoire à travers la Vision Territoriale Transfrontalière, etc.

Les élus du Pôle métropolitain fondent ainsi beaucoup d'attentes sur le nouveau Conseil d'État genevois pour passer à l'action et engager à nouveau des échanges riches et constructifs. Le Grand Genève est à la croisée des chemins. La dégradation de la qualité de vie, les difficultés d'accès au logement pour les salariés en euros, les tensions sur les personnels soignants et de nombreux métiers de production et de services, la décarbonation de la mobilité, les pressions sur toutes les ressources naturelles, mais aussi le besoin de soutenir et développer une économie productive de part et d'autre de la frontière appellent à mettre sur pied rapidement des outils et moyens inédits à l'échelle transfrontalière.

Ce mandat doit permettre la mise en place d'actions et d'outils communs, franco-genevois, capables de répondre aux défis de la transition écologique, de la mobilité, de la santé et de maîtriser un développement que nous souhaitons plus équilibré au sein de notre bassin de vie transfrontalier. Gageons que le nouveau Conseil d'État genevois fasse du Grand Genève et de la coopération transfrontalière un levier de ses futures politiques publiques.

Dans moins de 7 ans, nous devons avoir réduit de 60% les gaz à effet de serre pour contenir le réchauffement climatique. Notre modèle actuel est en tension, les enjeux de justice sociale sont flagrants et les élus du Genevois français n'acceptent plus ce mal développement. Les constats sont connus et les objectifs communs ont été établis à travers la Charte politique Grand Genève en Transition, signée en janvier dernier. Les élus français et suisses du Grand Genève doivent ainsi écrire une nouvelle page de la coopération transfrontalière, pour faire vite et ensemble.

Contact presse

Sébastien JERDELET

Tél. : +33 (0)630 91 48 16

communication@genevoisfrancais.org

genevoisfrancais.org